



Action Gouvernementale

Quelques chiffres clé

Economie – emploi

30 000

entrées de demandeurs d'emploi en formation ont été enregistrées fin 2013. Le plan d'action « formations prioritaires pour l'emploi », destiné à mobiliser la formation professionnelle et aider à pourvoir les offres d'emplois non satisfaites faute de candidats ayant les compétences adaptées, a pleinement porté ses fruits. Au 6 décembre dernier, 35 475 inscriptions supplémentaires en stage avaient ainsi pu s'effectuer et 29 517 demandeurs d'emploi avaient d'ores et déjà pu commencer leur formation à cette date. Ce premier bilan confirme que ce plan constitue l'un des outils majeurs de la bataille pour l'emploi.

100 000

formations prioritaires pour l'emploi supplémentaires en 2014 afin d'amplifier la démarche engagée en 2013.

+ 80%

de nouveaux concours financiers de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) signés en France en 2013, par rapport à 2012. Cela représentent 7,8 Md€ dépassant l'objectif de 7 Mds€ fixé en début d'année. La qualité des projets français est ainsi reconnue. L'augmentation du capital de la BEI est l'une des mesures phares du Pacte pour la croissance et l'emploi, décidé par le Conseil européen des 28 et 29 juin 2012, à l'initiative du Président de la République.

20 000

aides à l'embauche ont été demandées depuis la mise en place du contrat de génération à la fin mars. « Nous sommes toujours sur un objectif de 100 000 embauches en 2014 et autant par an pendant cinq ans » (M. Sapin, 10/01/14). Ce chiffre de 20 000 concerne les embauches dans les entreprises de moins de 300 salariés, qui bénéficient grâce à ce dispositif de 4 000€ par an pendant 3 ans. Les entreprises de plus 300 salariés ne perçoivent pas cette aide et sont soumises à une pénalité financière si elles ne mettent pas en place de nouvelles mesures pour l'emploi des seniors et l'intégration des jeunes. Une quarantaine de branches professionnelles - sur 750, représentant 3,5 millions de salariés, ont à ce jour conclu un accord.

Territoires

3M€

consacré par l'Etat pour le 1er appel à projet relatif au développement des pôles territoriaux de coopération économique (PTCE). Celui-ci récompense 23 PTCE, formes novatrices de coopérations économiques regroupant des entreprises de l'économie sociale et solidaire qui s'associent à d'autres entreprises, et le cas échéant à des collectivités locales, des centres de recherche et des organismes de formation.. Cet appel à projets constitue la première expérimentation de la reconnaissance des PTCE par l'État à travers la loi Économie sociale et solidaire, adoptée en première lecture au Sénat le 8 novembre dernier.

Logement

5 mois

maximum pour l'attribution d'un permis de construire, telle est l'ambition du gouvernement, contre aujourd'hui 8 mois en moyenne. Tous les délais dérogatoires seront revus. Cécile Duflot présentera des mesures réglementaires avant le 1er mai prochain ; Plus largement, l'ensemble des normes sera révisé dans l'objectif de réduire de 10% le coût d'un logement collectif d'ici 5 ans.

Education

23 000

décrocheurs scolaires sont de nouveau en formation initiale diplômante ou en Service civique. À ceux-là s'ajoutent 11 000 jeunes décrocheurs qui bénéficient actuellement d'un parcours de retour en formation accompagné par la Mission de lutte contre le décrochage scolaire (MLDS, anciennement MGI, mission générale d'insertion). L'objectif pour 2014 est que 25 000 jeunes décrocheurs puissent être de retour en formation initiale.

Enseignement supérieur

10

mesures ont été annoncées par Geneviève Fioraso pour rénover la procédure A.P.B. (Admission Post-Bac). Parmi ces mesures phares, un numéro vert national accessible dès le mois de mars sera mis en place afin de mieux accompagner les jeunes dans cette démarche d'orientation.. Les propositions d'admission seront désormais adressées après les épreuves écrites afin de remédier au caractère anxiogène du dispositif. Dès 2014, APB ne sera plus réservé aux élèves de terminale : les étudiants en première année de licence souhaitant se réorienter pourront maintenant s'inscrire via le portail

Sera aussi créé un comité d'usagers incluant parents d'élèves, professeurs, représentants de lycéens et d'étudiants « pour améliorer le dispositif ».

Service civique

+15%

de volontaires pour 2014 par rapport à 2013 s'agissant du service civique. Ainsi, l'objectif initial de 31 000 volontaires à intégrer dans le dispositif en 2014 est désormais porté à 35 000. Cette décision traduit la volonté du gouvernement de développer et valoriser l'engagement des jeunes, afin d'offrir au plus grand nombre de 16-25 ans une opportunité supplémentaire d'enrichir leur parcours au service d'un projet d'intérêt général.

Transports

410M€

d'investissement sur la période 2014-2017 ont été engagés par RFF et la SNCF dans le cadre du plan Vigirail pour accélérer le renouvellement des appareils de voies et moderniser les outils et pratiques de maintenance. A la suite de la catastrophe de Brétigny-sur-Orge, Frédéric Cuvillier a veillé à ce que des actions rapides soient mises en œuvre. Une campagne nationale de vérification des traversées de voies principales a été lancée dès le 14 juillet 2013 par la SNCF, sous le contrôle de l'Etablissement public de sécurité ferroviaire (EPSF). Par ailleurs l'EPSF, au titre de ses missions de contrôle, a prescrit le 22 juillet 2013 à la SNCF une campagne d'auscultation de l'ensemble des traversées de voies principales et une surveillance approfondie ciblée sur les traversées franchies à vitesse élevée.

Défense

1Md€

devraient être consacrés aux travaux du contrat de développement et d'intégration d'un nouveau standard du Rafale, qui viendront irriguer l'ensemble du secteur industriel de l'aviation de combat. «C'est (...) la garantie de disposer sur le long terme d'une ligne de produits qui répondront aux exigences de l'export. » (J-Y Le Drian 10/01/14). La logique de conduite du programme Rafale s'appuie sur des développements continus permettant d'adapter les appareils par standards successifs à l'évolution du besoin.